



CONVERGENCES 10

Feuille d'infos apériodique de l'Espace de Convergences de Caen - 15 décembre 2018 - Prix libre
Pour recevoir des infos, les prochains numéros en version numérique, prendre contact : maraiscaen@laposte.net
Reproduction /diffusion libre et vivement encouragée...

Avec ses lacrymos et ses discours, Macron veut nous enfumer !

Le mouvement des gilets jaunes a du faire face, depuis l'acte 3 du 1er décembre, à un véritable PLAN GOUVERNEMENTAL, mettant en œuvre des moyens massifs, afin de briser son élan.

D'abord, le mouvement a été la cible d'un incessant matraquage politico-médiatique pour effrayer la population et essayer d'affaiblir le soutien populaire dont il bénéficie. Le gouvernement a exigé (et facilement obtenu) que médias capitalistes, partis, patronat et syndicats appellent au « calme », comme si c'était avec le calme qu'un mouvement social gagnait quoi que ce soit...

Ensuite, il a réprimé comme jamais le 8 décembre, mobilisant tous ses moyens policiers, tapant dans le tas, arrêtant massivement et préventivement, lançant des centaines de procès.

Pour finir, après le bâton, la carotte (oui, il nous prend pour des ânes), il a lâché quelques miettes. Il s'agit surtout, en faisant des concessions de façade, de dégonfler le « ventre mou » du soutien aux gilets jaunes (petite bourgeoisie et classes moyennes aisées en tête), qui s'inquiète des troubles et aimerait bien que tout redevienne comme avant, dans un monde où ils et elles ne s'en sortent pas trop mal... L'idée est d'isoler le mouvement pour pouvoir continuer à le réprimer, pacifiste ou pas, jusqu'à son épuisement.

POURTANT la mobilisation du 8 a été massive et déterminée. Les troubles se sont étendus aux 4 coins du pays. Plus de la moitié de la population soutient toujours la poursuite du mouvement après le discours macronien.

Lycéen-ne-s, étudiant-e-s, enseignant-e-s, intermittent-e-s, syndicalistes de base et salarié-e-s combattifs-ves de tous les secteurs appellent à l'action et à la grève vendredi 14, rejoignent progressivement les manifs de gilets jaunes et ébauchent un vaste front de lutte commun.

La position du gouvernement reste donc très fragile même si Macron instrumentalise la tuerie dégueulasse de Strasbourg pour tenter d'étouffer la colère. Aujourd'hui, c'est acte 5.

Ne prenez pas nos désirs pour des réalités. Ce sont les faits qui nous diront si la mobilisation reflue, se maintient ou s'amplifie, si les actions continuent à se durcir ou pas. C'est un conflit social dur, une LUTTE DE CLASSE acharnée face au pouvoir d'État et au patronat capitaliste qui défendent leurs privilèges et leurs profits. Nous n'aurons que ce que nous leur arracherons !

La seule chose sûre, c'est qu'on ne peut rester à mi-chemin. Il faudra reculer... ou les faire reculer encore. Et personne ne dit que ce sera facile...



BIENVENUE EN DÉMOCRATIE...

Quand la France s'embrase... (suite)

Nouveau tour d'horizon de ce qui s'est passé en France le 8 décembre.

Rappel : Les infos régionales sont filtrées et cloisonnées par les médias capitalistes nationaux afin de minimiser l'ampleur du mouvement.

Faites le tour de la presse régionale si vous voulez avoir une vision plus correcte de ce qui se passe !

La participation à l'acte 4 est restée massive partout. Le mouvement a continué à durcir ses formes d'action face à l'intransigeance du pouvoir.

Paris : le gouvernement crie victoire parce que les affrontements ont été moins nombreux et durs que le 1er décembre mais il n'arrive pas à cacher que le harcèlement policier a dispersé la contestation et les troubles sur plusieurs arrondissements. Paris a vécu au ralenti et de très nombreuses activités économiques ont été complètement suspendues. La mairie de Paris parle d'un « coût colossal » !

Les affrontements se sont répétés dans de nombreuses villes de province où ça avait déjà chauffé le 1er : Toulouse, Marseille, Dijon, Tours, Le Puy En Velay, Charleville Mézières, Nantes, Marseille, Avignon, Rouen, Le Havre, Bordeaux, St Étienne, Poitiers.

Les troubles se sont étendus à d'autres villes jusque là épargnées : Langueux, Lyon, Villefranche/Saône, Grenoble, Valence, Nancy (zone commerciale du Frouard), Bastia, Besançon, Bourg En Bresse, La Rochelle et Caen. À Perpignan, un péage a été partiellement incendié.

Des articles de presse indiquent que la moitié des radars du pays sont régulièrement mis hors service.

De très nombreux barrages et actions de blocages pacifiques (au moins tant que la police n'intervient pas) continuent à viser les centres commerciaux, les péages, les dépôts de carburant et les raffineries, les plateformes logistiques de la grande distribution, de grandes usines du secteur automobile, des usines travaillant pour l'industrie du luxe, des sociétés produisant des grenades lacrymogènes pour le gouvernement, des gares, des ports et des aéroports, des centres des impôts...

Le gouvernement a procédé à un renouvellement des stocks de grenades. La presse parle de 180 000 grenades stockées sur Paris. Des blindés déployés à Paris mais aussi à Marseille, Toulouse et Bordeaux. Les syndicats de policiers confirment que les 90 000 membres des forces de l'ordre mobilisés le 8 sont un plafond, qu'une telle mobilisation ne pourra durer éternellement et qu'en cas d'extension des troubles, le dispositif de maintien de l'ordre sera irrémédiablement débordé.

DISCOURS PRÉSIDENTIEL : ON EST LOIN DU COMPTE !

On notera d'abord que le discours de Macron commence par des menaces répressives contre le mouvement et les milliers d'émeutiers de ces dernières semaines. Macron réaffirme aussi sa détermination à mener à bien ses projets antisociaux de réformes de l'assurance chômage et des retraites en 2019.

La prétendue « hausse du SMIC » : Il n'y a pas de hausse directe du smic horaire. La soi-disant hausse du SMIC de 100 euros s'effectue en fait surtout via le dispositif de « prime d'activité » : 20 euros de baisses de cotisations maladie et chômage déjà accordées en 2018 (en échange de la hausse de la CSG), 10 euros de hausse de la prime d'activité déjà accordée en 2018, 30 euros de hausse de la prime d'activité prévue au début pour le printemps 2019 mais avancée à janvier, 40 euros de hausses de la prime d'activité au début prévues pour 2020 (20 euros) et 2021 (20 euros) dont le versement est avancé à janvier 2019. Il n'y a pas de hausse du salaire direct donc cette prime ne jouera pas sur le calcul d'éventuelles allocations chômage ou sur le calcul de la retraite. La mesure ne coûte rien au patronat, ce sont les contribuables qui la paieront. Cette prime d'activité est exonérée de charges sociales pour ses bénéficiaires mais elle n'est pas défiscalisée, celles et ceux qui la touchent risquent de devenir impossibles... l'État récupérant ainsi en partie d'une main ce qu'il a donné de l'autre. Les gens au smic horaire mais à temps très partiel, gagnant moins de la moitié du smic, ne sont pas concerné-e-s par le dispositif de la prime d'activité et ne toucheront donc rien de plus. Pour les salaires allant jusqu'à 1,2 fois le smic (le plafond d'octroi de la prime), le montant des hausses de la prime d'activité sera normalement dégressif. Pensez à demander la prime à la CAF, elle n'est pas automatiquement versée...

L'exonération de cotisations sociales des heures supps : Il n'y a que 40% des salarié-e-s qui en font. Le

gain financier sera peu important à moins de pouvoir faire beaucoup d'heures supps... et voir sa vie personnelle bouffée par le boulot... Le patronat est aussi exonéré de charges, il ne faut surtout que tout ça nuise pas à ses profits...

Retrait de la hausse de 1,7% de la CSG pour les retraités jusqu'à 2000 euros : Macron ne donne rien de plus, il se contente de rendre ce qu'il avait pris aux retraité-e-s célibataires qui touchent plus de 1200 euros mensuels ou aux retraité-e-s en couple qui cumulent à 2 plus de 1840 euros de retraite mensuelle.

La prime de fin d'année : Versée éventuellement par les entreprises qui le souhaitent. Peu de gens risquent d'en voir la pâle couleur...

Trop génial ! Enlève tes chaussettes Manu, on a trop envie de t'embrasser les pieds tellement tu es bon envers nous...

Plus sérieusement, RIEN pour les petites retraites (par exemple, les retraites de moins de 1200 euros pour les célibataires ou de moins de 920 euros en moyenne pour les retraité-e-s en couple étaient déjà exonéré-e-s de la hausse de la CSG), RIEN pour le minimum vieillesse, RIEN pour les autres minimas sociaux (RSA, API, ASS, AAH...), RIEN pour les bas salaires du public (catégorie C de la fonction publique d'État, territoriale et hospitalière), RIEN pour l'égalité salariale hommes/femelles, RIEN sur le rétablissement de l'ISF...

Un mois de mobilisation sur les piquets, dans la rue, sous les lacrymos, plus d'un millier de blessé-e-s (dont des mains arrachées, des yeux explosés, un gars en état de mort cérébrale à Toulouse...), les emprisonnements, les procès et c'est tout ce qu'il donne...

Il faut maintenant choisir : accepter les miettes et se soumettre ou reprendre notre marche en avant pour acculer le gouvernement. En route pour l'acte 5 !

Bref retour sur la Journée du 8 décembre à Caen

Hypermarché Carrefour Hérouville fermé dès le matin par des gilets jaunes infiltrés-e-s qui bloquent les caisses.

Pas loin de 3000 personnes en manif, multiples cortèges qui mettent la pression devant la préf et la mairie. La foule repousse un cordon de gendarmes et ouvre un chantier pour approcher la préf et se faire entendre. Les gendarmes ont visiblement des ordres de modération car la préf sait que la situation est explosive (les nombreux chantiers à Caen doivent lui donner du souci).

En voiture ou en cortège, de nombreux-ses gilets jaunes rejoignent ensuite les camarades de Mondeville 2, grenadé-e-s depuis 9 H du matin. Face à ces renforts déters, la police se replie. Mondeville 2 et Mondevillage sont fermés. Le périph proche est bloqué. Un cortège part bloquer aussi le viaduc. Des gilets jaunes font

fermer le Leclerc d'Ifs. En milieu d'après midi, intervention policière sur le périph. Gazages, charges, affrontements, barricades en feu. Tout le monde reste solidaire. Le cortège du viaduc revient dans le dos du dispositif policier qui finit entouré de gilets jaunes. 3 interpellations au moins, des blessé-e-s au corps par des tirs de flash ball, une personne touchée à la tête (à quelques centimètres près, c'est son oeil qui y passait!), un jeune blessé avec des éclats de grenade GLI F4 dans la tempe et dans la cuisse. *Merci* aux gens qui avaient prévu du matos pour donner des soins ! En fin de journée des dizaines de gilets jaunes rebloquent le périph dans le dos de la police qu'a l'air un peu... comment dire... Il paraît qu'ils ont tiré 1000 grenades dans le week-end d'après la presse. C'est toujours ça que les camarades d'ailleurs ne recevront pas sur la tête... Du jamais vu à Caen, en tous cas !

Il n'y aura pas de partage des richesses sans attaquer les profits capitalistes

Beaucoup de gilets jaunes sont déçu-e-s par les annonces de Macron. Leur colère est intacte. Ils et elles aspirent à une amélioration concrète et rapide de toutes les petites retraites, de tous les bas salaires, des minimas sociaux. Parce que cela les concerne directement. Parce que la majorité des gilets jaunes est constitué de travailleurs-euses, de retraité-e-s, de précaires qui galèrent financièrement.

Les annonces de Macron reflètent cependant plusieurs choses :

1°) Un rapport de force pas encore suffisant pour obtenir les moyens concrets, financiers, de mener une vie plus digne pour des millions d'entre nous. Il va falloir durer, mieux s'organiser pour mener et coordonner les actions et élargir le mouvement de contestation en tissant des liens de solidarité et de lutte commune avec la jeunesse lycéenne et étudiante, avec des luttes de travailleurs-euses du public comme du privé.

2°) Le gouvernement cherche à tout prix à ne pas impacter les profits capitalistes. Il a bien été précisé par Macron que ses annonces ne coûterait rien au patronat (*c'est par l'impôt collectif que les annonces vont être financées*) et qu'il n'était pas question de rétablir l'Impôt Sur la Fortune. En cela le gouvernement Macron continue bel et bien à être un gouvernement des riches et, en général, on n'est pas vraiment riche sans être un capitaliste et exploiter le travail de salarié-e-s.

3°) Mais le fait que les annonces, censées répondre aux revendications des gilets jaunes, prennent la forme de dispositifs de redistribution fiscale révèle aussi l'ambiguïté, au moins initiale, des revendications du mouvement. Ces revendications initiale mettaient l'accent sur les « taxes », terme fourre-tout dans lequel on peut mettre aussi bien les taxes à la consumma-

tion, les impôts directs, que les charges sociales sur les salaires ET les charges patronales... Charges sociales et patronales qui servent à payer des choses aussi utiles que la sécu, le chômage, les retraites...

Le gouvernement Macron s'est engouffré dans cette ambiguïté des revendications pour mettre sur la table des annonces qui ne prennent surtout pas la forme de hausses directes des salaires, des retraites et des minimas sociaux. Des hausses qui, elles, ne pourraient être financées qu'en tapant dans les profits capitalistes.

La poursuite du mouvement des gilets jaunes va donc probablement entraîner des débats internes et des revendications clarifiées visant une hausse directe des bas salaires, des petites retraites et des minimas sociaux, le rétablissement de l'ISF, la taxation des profits capitalistes, la réaffectation sociale et écologique des aides publiques aux grandes entreprises (au moins 140 milliards d'euros par an)...

Cela va avoir au moins deux conséquences rapides :

1°) Certains partis, qui jusqu'alors soutenaient soi-disant, plus ou moins, le mouvement vont s'en distancier parce que la poursuite du mouvement sur de telles bases (ainsi que les pratiques émeutières et la convergence avec d'autres luttes sociales) va à l'encontre de leurs orientations politiques et parce qu'il ne pourra plus rien leur rapporter en vue d'élections futures. Suivez notre regard vers la droite et l'extrême droite...

2°) Le pouvoir va se raidir encore plus et tenter d'accroître l'intensité de la répression, à défaut de pouvoir en augmenter les moyens.

La poursuite de la lutte risquent donc de s'effectuer dans des conditions politiquement clarifiées mais pratiquement plus dures. Autant le savoir...

Des infos sur l'impact économique du mouvement des gilets jaunes :

Après un mois de blocages, d'actions et de manif destinés à frapper l'État et la classe capitaliste au porte-monnaie pour obtenir la satisfaction des revendications, ça commence à piquer pour celles et ceux du camp d'en face...

Le patronat de la grande distribution estime à un milliard d'euros le manque à gagner lié aux blocages de grands magasins et à la perturbation du transport des marchandises.

Le patronat de l'hôtellerie annonce sur Paris une baisse de 30 à 35% des réservations d'hôtels. 35000 nuitées d'hôtels annulées au 4 décembre. Au moins 20% aussi de baisse de fréquentation des restaurants parisiens.

Le patronat du transport routier annonce 400 millions d'euros de pertes suite aux retards liés aux blocages.

Il y a des baisses de commandes dans l'industrie automobile et aussi de grosses pertes dans l'industrie agro-alimentaire.

Près de 900 entreprises ont eu recours à des mesures de chômage technique concernant 19000 travailleurs-euses (les salarié-e-s ne viennent pas bosser mais touchent 70% de leur salaire). L'État est en train de débloquer 8 millions d'euros supplémentaires pour ce dispositif financier.

Le gouvernement reconnaît qu'il y aura une perte de croissance au dernier trimestre représentant au moins 2 milliards d'euros. L'indice CAC 40 à la bourse est morose...

« On est pas fatigué-e-s... »

Voici un texte diffusé par des gilets jaunes du sud du pays qui nous paraît contenir des réflexions intéressantes.

«Macron démission ! » Oui, et après ?

Si c'est pour mettre à sa place un autre oligarque, un autre homme ou une femme providentiels qui assouviront ses obsessions narcissiques et ses fantasmes de puissance en prétendant nous représenter, à quoi bon battre le pavé dans le froid et sous la pluie ? Quand une majorité de citoyens ne veulent plus payer l'impôt et expriment leur défiance envers les « corps intermédiaires » (partis, syndicats, associations...) qui les grugent depuis des décennies, quand l'abstention devient le parti majoritaire, quand des centaines de milliers de Français bloquent leur pays pour réclamer la démission du chef de l'État, c'est bien que l'actuelle « démocratie représentative » (qui n'a plus de démocratie que le nom) est en faillite. Nous devons retrouver notre souveraineté en inventant d'autres formes d'organisation.

La grande force de notre mouvement, qui inquiète tant nos élites, c'est d'avoir su résister à toute forme de récupération politique, syndicale, ou par le biais de porte-parole autoprotégés qui cherchent la lumière des projecteurs. Pour que cela perdure, nous devons également faire en sorte que nos représentants nous représentent vraiment. De notre côté, nous ne voulons pas d'un monde sans contact et nous méfions de la vogue de ces nouvelles technologies de communication qui nous rendent dépendants donc vulnérables, et qui gonflent l'effrayante facture énergétique et environnementale du numérique. Rien ne remplace le contact humain direct, dans les réjouissances comme dans le débat.

Nous voudrions rappeler quelques modalités de démocratie directe qui devraient présider à l'organisation de notre mouvement, et par extension à celle de notre future démocratie. Elles ne sont pas nouvelles puisqu'elles ont été pensées et mises en œuvre à Athènes il y a plus de 2 500 ans, et appliquées sous différentes formes par des communautés d'habitants au Moyen Âge en Europe, pendant les révolutions française, anglaise ou américaine, la Commune de Paris, les conseils russes de 1905, la révolution espagnole de 1936, l'insurrection hongroise de 1956, et aujourd'hui au Chiapas ou dans le Rojava.

– L'assemblée générale : au niveau local, celui du quartier ou de la commune, c'est au peuple assemblé, et non à quelques élus, de débattre et de décider des affaires qui le

concernent, et d'élire les citoyens qui le représenteront au niveau régional et national.

– Le tirage au sort : les candidats aux élections régionales ou nationales, comme les conseillers municipaux, seront tirés au sort parmi les citoyens pour assurer une juste représentation de toutes les catégories sociales, et la mise à l'écart des assoiffés de pouvoir.

– Le mandat unique : la représentation du peuple n'est pas une carrière et nos représentants doivent être concentrés sur leur tâche plutôt que sur leur réélection.

– Le mandat impératif : un élu ne peut qu'exécuter les décisions pour lesquelles il a été expressément mandaté par les assemblées citoyennes, et rien d'autre.

– La révocabilité : tout représentant doit pouvoir être démis de ses fonctions à tout moment, par vote de ceux qu'il représente, s'il trahit le mandat pour lequel il a été élu.

– La rotation des tâches : des plus ingrates aux plus gratifiantes, tout le monde participe.

Les Gilets jaunes ne doivent pas devenir un parti ou un syndicat de plus. La politique n'est pas un travail de spécialistes mais l'engagement d'individus autonomes qui forment un peuple : la démocratie directe suppose l'élaboration d'une éducation véritable et exigeante pour former de tels individus. Ce projet requiert, pour permettre l'implication de tous, ce temps libre qui nous manque tant pour faire société : il faudra l'arracher au quotidien (travail, transport, loisirs abrutissants, etc.). Le colossal défi d'élaborer une démocratie directe semble plus abordable lorsqu'il est pensé d'abord au niveau local, avant de se fédérer à des niveaux supérieurs.

Ce n'est qu'à la condition de faire revivre, ici et maintenant, les principes démocratiques hérités de l'histoire des peuples, tout en bloquant ce système de production-consumption démentiel (pourquoi ne pas appeler à un boycott commercial et solidaire des fêtes de fin d'année ?), que nous reprendrons la main sur nos existences, nous laissant ainsi une chance de transmettre à nos enfants une Terre habitable et la possibilité d'y grandir dignement.

Des Gilets jaunes gascons. Le 28 novembre 2018.